

Au collège, la campagne de vaccination contre les papillomavirus fait un flop

Par [Cécile Thibert](#)

Publié le 11/01/2024 à 17:43, mis à jour le 12/01/2024 à 07:15

Les papillomavirus sont des virus très contagieux. Il en existe plus de 200 types, dont certains sont cancérogènes. Plus de 80 % d'entre nous seront un jour en contact avec ce virus. *terovesalainen / stock.adobe.com*

Les premiers chiffres de cette campagne lancée en septembre auprès des élèves de 5e viennent de tomber. Et ils ne sont pas bons.

Elle devait permettre de vacciner au moins 30% des élèves de 5e contre les [papillomavirus](#), ces virus [responsables de plusieurs cancers](#) dont le cancer du col de l'utérus. [La campagne de vaccination contre les HPV](#) (pour «*human papillomavirus*»), lancée en septembre 2023, n'a pas (encore) rempli ses promesses. Les chiffres sont en effet très décevants : fin novembre, seuls 11% des élèves avaient reçu leur première injection de Gardasil, soit trois fois moins que l'objectif affiché. Et ces données - les seules disponibles à ce jour - sont très parcellaires et possiblement au-dessus de la réalité: ce sont celles communiquées par l'Agence de Santé de la région Grand Est, un territoire qui fait plutôt office de bon élève. «*Cette région est en avance en matière d'information sur cette campagne, ça fait plusieurs années qu'elle communique dessus et elle a implémenté plusieurs programmes*», souligne le Pr Geoffroy Canlorbe, gynécologue à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris).

La France, mauvais élève de la vaccination HPV

L'objectif des 30% d'élèves en classe de 5e vaccinés était pourtant loin d'être ambitieux. «*En 2023, il y a plus de 100 pays dans le monde qui pratiquent cette vaccination à l'école. En Europe, une vingtaine de pays le font déjà. Ils affichent tous une couverture vaccinale qui dépasse les 70%, voire qui atteint les 90% pour certains*», rapporte le Pr Canlorbe. Le retard français en la matière est considérable, même si la

couverture vaccinale a doublé en dix ans. Aux dernières nouvelles, seuls 48% des jeunes de 15 ans ont reçu au moins une des deux doses prévues par le schéma vaccinal. Chez les garçons, ce taux n'est que de 13%. Or il faut que la couverture vaccinale dépasse les 80% pour se débarrasser de ces virus cancérigènes. «On s'attendait à ce que cette campagne vaccinale commence mieux, d'autant plus que les objectifs fixés étaient assez modérés», a reconnu le Pr Canlorbe lors d'une conférence de presse organisée le 11 janvier par la Société Française de Colposcopie et de Pathologie Cervico-Vaginale (SFCPCV). «C'est un peu décevant mais j'ai confiance, on peut faire mieux.»

En 2023, il y a plus de 100 pays dans le monde qui pratiquent cette vaccination à l'école. En Europe, une vingtaine de pays le font déjà. Ils affichent tous une couverture vaccinale qui dépasse les 70%, voire qui atteint les 90% pour certains.

Pr Geoffroy Canlorbe, gynécologue à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris)

Parmi les raisons évoquées pour expliquer ce démarrage difficile, une certaine «*lourdeur*» administrative qui pèse sur les familles. «*Il faut que les deux parents aient signé la feuille d'autorisation à vacciner et que l'enfant vienne avec son carnet de santé*», explique le gynécologue. Ce qui demande un peu d'organisation, notamment aux familles recomposées. «*Il n'y a pas de suivi dans les collèges, la venue des équipes de vaccination est ponctuelle. Si l'enfant n'est pas là le jour J ou qu'il a oublié son carnet de santé, il ne sera pas vacciné*», souligne le Pr Xavier Carcopino, chef du service de gynécologie obstétrique de l'Hôpital Nord à Marseille. Les familles qui tiennent à faire vacciner leurs enfants pourront toujours prendre rendez-vous avec leur médecin généraliste pour rattraper cette tentative manquée.

A lire aussi [Vaccin contre le papillomavirus: une seule dose pourrait suffire](#)

Manque d'information et de confiance

Mais le principal obstacle au bon déroulé de la campagne n'est pas seulement une histoire de carnet de santé oublié, comme en témoigne le taux d'autorisations signées de la main des deux parents. Celui-ci varie en effet entre 18% dans le département de l'Indre à 30% en Bretagne. Les parents favorables sur le principe à la vaccination de leur enfant ne sont donc pas majoritaires, sauf à croire qu'ils aient déjà fait réaliser cette vaccination par leur médecin traitant.

Au fond, le vrai problème est un manque d'information des familles, qui ne voient pas toujours l'intérêt d'injecter un énième vaccin à leurs petits. Il faut dire que le sujet est complexe. On nous parle d'un vaccin censé protéger du cancer du col de l'utérus, mais il faut tout de même vacciner les garçons... Une drôle d'idée ? En réalité, cela permet d'une

part de protéger les filles en bloquant la circulation du virus, mais aussi les garçons eux-mêmes, qui peuvent déclarer des cancers liés aux HPV. En pratique, un quart des cas de cancer dus aux papillomavirus concerne des hommes (cancers ORL, de l'anus et du pénis).

Par ailleurs, ces dernières décennies, de nombreuses controverses scientifiques (désormais tranchées en faveur des vaccins) ont instillé le doute. On peut citer le [lien présumé entre le vaccin contre l'hépatite B et la sclérose en plaques](#), celui entre le vaccin [rougeole-oreillons-rubéole et l'autisme](#), ou encore la théorie d'une [prétendue toxicité de l'aluminium](#), souvent utilisé comme adjuvant... Fin octobre, le [décès d'un collégien](#) de 12 ans, huit jours après un malaise survenu pendant [une séance de vaccination](#) contre le papillomavirus à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), a lancé une nouvelle polémique. Ce triste événement n'a toutefois rien à voir avec le vaccin, comme l'a révélé son [autopsie](#). Le jeune est en effet décédé «*à la suite d'un traumatisme crânien consécutif à un malaise avec perte de conscience*», comme le rappelle [l'Agence de sécurité du médicament](#). Mais ce drame a sans doute entaché la confiance de nombreux parents. L'Enseignement catholique a même recommandé à ses établissements, qui n'étaient pas contraints de participer à la campagne, [de la suspendre](#).

Un moyen efficace de prévenir des cancers

La preuve de l'efficacité de la vaccination contre les papillomavirus n'est pourtant plus à faire. Pour rappel, son objectif est de protéger d'une éventuelle infection par ces virus, responsables de 6300 nouveaux cas de cancers chaque année en France. Au Royaume-Uni, où la couverture vaccinale est excellente depuis 15 ans, une étude a montré une réduction des lésions précancéreuses au niveau du col de l'utérus de 97% lorsque la vaccination est faite entre 12 et 13 ans. En 2018, l'Australie avait déjà annoncé l'effondrement des infections par les virus HPV chez les jeunes femmes. Même constat dans tous les pays qui pratiquent une vaccination large de leurs jeunes. Sans virus en circulation, les cancers aussi diminuent. C'est ce qu'a notamment montré une large étude suédoise publiée en 2020 dans *The New England Journal of Medicine* : les cas de cancer du col de l'utérus ont chuté de près de 90 % chez toutes les femmes vaccinées avant leurs 17 ans. L'Australie est [en voie de l'éradiquer](#).

Le profil de sécurité des vaccins contre les infections par les virus HPV a été confirmé après plus de 15 ans d'utilisation et plus de 300 millions de doses administrées dans le monde dont plus de 12 millions en France.

l'Agence nationale de sécurité du médicament

Les experts rassurent également sur l'innocuité du vaccin. «*Le profil de sécurité des vaccins contre les infections par les virus HPV a été confirmé après plus de*

quinze ans d'utilisation et plus de 300 millions de doses administrées dans le monde dont plus de 12 millions en France», affirme ainsi l'Agence de sécurité du médicament. *«En 2020, une grande étude australienne, qui a suivi sur onze ans le devenir de 9 millions de doses de vaccins, a conclu qu'il n'y a pas eu plus de complications dans le groupe vacciné que chez les non-vaccinés»,* relève le Pr Geoffroy Canlorbe. Il existe en revanche un risque très faible de malaise ou de réaction anaphylactique, c'est pourquoi les personnes recevant le vaccin doivent être surveillées pendant 15 minutes après l'injection.